



Paris La Défense, le 16 septembre 2016

**REPONSE DE LA CFDT DE RTE A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRE DU 27  
JUILLET 2016 SUR LE TURPE5 HTB**

Expéditeur : Philippe Clavel, délégué syndical CFDT (Tel : 06.40.73.37.66)

Après avoir répondu à la consultation sur la structure du prochain TURPE, la CFDT de RTE souhaite répondre à la consultation qui porte sur son niveau.

En premier lieu, la CFDT exprime son attachement indéfectible aux principes fondamentaux de solidarité et d'égalité entre les citoyens. Dans le domaine du TURPE, ces principes portent le beau nom de péréquation tarifaire, qu'il faut absolument préserver.

En deuxième lieu, la CFDT a soutenu la loi de transition énergétique pour la croissance verte. Elle rappelle que le réseau public de transport d'électricité est l'un des clés de la réussite de cette transition énergétique. Dans ce contexte, il est crucial que RTE soit doté des moyens financiers lui permettant de relever les défis de la transition énergétique voulue par le pouvoir politique issu des urnes.

En troisième lieu, la CFDT est soucieuse du pouvoir d'achat de l'ensemble des utilisateurs du réseau public de transport. L'énergie est un poste important dans les dépenses des ménages et des entreprises. La CFDT a donc bien conscience de la nécessité de maîtriser les coûts du GRT afin de ne pas alourdir la facture des utilisateurs. En cela, elle salue le travail de la CRE qui vise ce louable objectif. De façon générale, la CFDT considère comme légitime qu'une autorité indépendante puisse contrôler, dans l'intérêt de la collectivité, les dépenses de RTE, entreprise publique en situation de monopole.

En quatrième lieu, la CFDT entend souligner la responsabilité qui pèse sur la CRE eu égard aux prérogatives très importantes qu'elle exerce. la CRE exerce en effet un pouvoir très important sur la vie de l'entreprise et de ses prestataires, et donc sur la vie de milliers de salariés et de leurs familles.

A ce titre, la CFDT considère qu'il faut réinterroger l'objectif d'amélioration continue de la productivité qui ne saurait être fondée uniquement sur des critères financiers. En effet, l'analyse de la productivité doit également être menée en intégrant la responsabilité sociale d'entreprise dans toutes ses composantes. Or, cette dimension n'est pas du tout traitée dans le document de consultation élaborée par la CRE. En conséquence, la CFDT souhaite que la CRE complète ses analyses financières par des analyses de type RSE en vue de l'élaboration du TURPE5.

Autrement dit, demander une amélioration de la productivité fondée uniquement sur des données financière et comptables pourrait conduire à dégrader l'emploi et les conditions de travail des salariés de RTE et de ses prestataires et aurait donc un coût social qui, à ce stade, n'a fait l'objet d'aucune évaluation.

Rappelons au passage que les effectifs de RTE n'ont pas augmenté depuis 2000 alors que le volume des investissements a été multiplié par 3, ce qui ne va pas sans conséquence sur la qualité de vie au travail des salariés de RTE.

La transition numérique qui accompagnera la transition énergétique aura également des conséquences lourdes en matière de formation, de compétences, de mutation des emplois. RTE ne pourra affronter ces défis sans disposer des ressources nécessaires au travers du TURPE5.

#### Concernant les mécanismes de régulation incitative et leur extension de leur champ :

Si les mécanismes incitatifs mis en place depuis le TURPE3 ont permis à la CRE et à RTE d'engager un dialogue approfondi sur la performance et l'efficacité de RTE, ces mécanismes ont également montré leurs limites. Une de ces limites tient au fait que les mécanismes sont fondés sur des indicateurs statistiques et comptables et non sur une analyse qualitative des causes de dysfonctionnements éventuels.

Par ailleurs la philosophie générale de ces mécanismes consiste à attribuer de bons ou de mauvais points au gestionnaire de réseau. Il y a donc un caractère infantilisant qui n'est pas de nature à instaurer un dialogue mature entre le régulateur et le gestionnaire de réseau.

Outre le fait que le benchmark réalisé porte sur des gestionnaires européens qui évoluent dans des contextes totalement hétérogènes, la CFDT s'interroge sur la pertinence d'un mécanisme consistant à octroyer des gains ou infliger des pertes à une entreprise de service public qui n'a pas vocation à générer des profits. Au final, dans le cas de RTE, tous les gains (ou toutes les pertes) calculé(e)s retournent (ou sont supportées) peu ou prou à la (par la) collectivité. Ce point est à modérer toutefois dans la mesure où les dividendes payés par RTE ne retournent pas intégralement à l'Etat. Un dispositif de contrôle du dividende serait de nature à lever ce risque.

Compte-tenu de leur complexité, ces mécanismes engendrent également des coûts non négligeables.

La CFDT considère que les mécanismes de régulation incitative, mis en place en France et dans d'autres pays, n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Ainsi, plutôt que d'étendre à chaque TURPE le champ de cette régulation incitative, la CFDT propose d'explorer d'autres voies. Elle préconise la mise en œuvre de mécanismes plus qualitatifs et plus fins portant sur l'analyse approfondie des causes des dysfonctionnements, notamment au travers d'audits ciblés et réguliers menés par la CRE ou par un prestataire agissant pour son compte. La CFDT souhaite que la CRE dispose des ressources suffisantes pour lui permettre de mener à bien ce type de mission

Ajoutons enfin que la régulation incitative ne procède pas d'une obligation légale, l'article L. 341-3 du code de l'énergie disposant que la CRE « **peut** prévoir [...] des mesures incitatives appropriées, tant à court terme qu'à long terme, pour encourager les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution à améliorer leurs performances ».

Sur un plan plus spécifique, la CFDT conteste le cadre incitatif envisagé pour les projets d'interconnexions. Elle considère qu'il n'est pas juste de faire porter l'incitation sur les flux dans la mesure où ces flux ne sont pas à la main de RTE mais dépendent exclusivement du comportement des acteurs du marché. En conséquence, la CFDT propose comme RTE de faire porter l'incitation sur la disponibilité de l'interconnexion plutôt que sur les flux.

#### Concernant la présentation des demandes de RTE.

La manière dont est présentée la consultation tend à faire croire que la demande de RTE est surévaluée. Or, si RTE a adressé à la CRE une demande de hausse tarifaire de 11,7% au 1<sup>er</sup> août 2017, il convient de souligner que 80% de cette hausse n'est que l'effet mécanique de nouveaux dispositifs réglementaires qui s'imposent à RTE (coût des réserves rapides et complémentaires, du mécanisme d'interruptibilité, de l'abattement électro-intensifs, etc.).

Il ne faudrait ainsi pas reproduire pour RTE les mêmes erreurs qui ont conduit à des difficultés financières pour EDF du fait de la difficulté à recouvrer les charges de la CSPE. La non-couverture de la totalité des coûts de RTE pourrait conduire à une aggravation de l'endettement qui n'a cessé de croître au fil des ans.

De surcroît, la CRE se doit de traduire en hausses tarifaires les charges nouvelles découlant de politiques publiques décidées par le législateur.

#### En conclusion :

- La CFDT souhaite que la CRE complète ses analyses financières par des analyses de type RSE en vue de l'élaboration du TURPE5.
- La CFDT prône l'abandon des mécanismes incitatifs au profit d'audits ciblés, fondés sur une meilleure connaissance des causes de dysfonctionnement du gestionnaire de réseau par la CRE.

- La CFDT la répercussion dans le tarif de l'ensemble des charges nouvelles imposées par les pouvoirs publics au gestionnaire de réseau.
- La CFDT propose que les dividendes prélevés par les actionnaires de RTE, monopole public, fassent l'objet d'un contrôle plus strict de la part du régulateur qui se doit de veiller à ce que les ressources du gestionnaires de réseau ne soient pas obérées par des prélèvements excessifs décidés par les actionnaires.